

La Dimension mondiale

La satisfaction de l'Occident

Les lieux communs sur l'« interdépendance » – qui ont commencé à envahir le discours politique lors du premier choc pétrolier – continuent de fleurir. Mais alors qu'il y a encore deux ans, le propos était de rejeter la responsabilité des difficultés économiques sur des phénomènes non contrôlables au niveau des gouvernements – montée du dollar, contagion du chômage et de l'inflation –, le ton a aujourd'hui changé. On parle plus volontiers de « solidarité face au terrorisme international » et l'on se met en mesure de contrôler les fluctuations des changes.

On se propose de réformer le système monétaire international. On professe qu'il faut organiser « une convergence des stratégies économiques nationales ». Les Sommets réguliers entre grands pays occidentaux, ou les négociations institutionnalisées à deux, à trois ou à cinq montrent que les dirigeants des pays industrialisés ont pris conscience du besoin d'établir un ordre économique au niveau international et de la possibilité de l'assurer. L'on dit même qu'« il est absolument essentiel de traiter les interrelations entre ce que sera le système monétaire, quelle que soit sa forme et le système politique, le système plus large dans lequel le système monétaire doit fonctionner »¹.

En d'autres termes, on est prêt à définir, par-delà l'ordre économique, un ordre politique et même un ordre moral pour tous les pays occidentaux, étant entendu que le reste du monde devra plus ou moins s'y conformer. La dimension mondiale ne fait plus peur.

Les inquiétudes que pourraient provoquer les relations avec l'Est ou avec le Sud tendent à se sublimer ou à disparaître. La crainte d'une guerre atomique prend un caractère métaphysique et la vie quotidienne n'en est guère affectée. Quant au tiers monde, qui avait pu, il y a quelques années encore, faire croire qu'il pouvait troubler cette tranquillité - culpabiliser l'Occident en le rendant responsable de ses difficultés et de ses malheurs, ou le menacer de s'organiser pour faire monter les prix des matières premières, il se montre aujourd'hui trop démuné, trop peu compétent, pour provoquer la moindre crainte. L'échec de L'O.P.E.P. est trop éclatant. Nul n'ignore au surplus le degré de corruption d'une grande partie des dirigeants des pays pauvres, et leur crédibilité n'en est pas accrue.

La crise des organisations mondiales comme l'Unesco ou l'O.N.U., qui ne retient pas exagérément l'attention des media, peut être interprétée comme une confirmation de ces nouvelles certitudes. En provoquant une crise financière et politique de ces institutions, les États-Unis, suivis sans enthousiasme par les autres pays occidentaux, ne font en réalité que remettre en question l'idéologie qui fleurit dans ces enceintes et les types de débats qui s'y déroulent. Si l'on songe que la majorité des « résolutions » qui y sont adoptées consistent à prôner un « nouvel ordre économique international » qui donnerait aux gouvernements des pays pauvres une place à laquelle ils n'ont pas réellement les moyens de prétendre, on peut comprendre que les pays occidentaux aient jugé utile de manifester quelque mauvaise humeur et de rappeler quelles étaient les véritables hiérarchies.

Ainsi le monde occidental est-il en train de se convaincre de sa sagesse et de sa force. Les moments de folie collective qu'ont connus les générations précédentes – les deux guerres mondiales, la grande dépression, le nazisme et le reste –, sont très loin de nous. Cette génération est pacifique, compétente et bourgeoise. Elle mesure la grandeur d'un pays au nombre et à l'importance des firmes multinationales qui y ont leur siège. Les oppositions entre droite et gauche disparaissent. On continue dans l'alternance, et même dans la cohabitation, la même politique. Chacun ne songe qu'à s'enrichir, y réussit – avec quelques inégalités inévitables –, et se plaint à penser que la révolution des ordinateurs va encore accroître la puissance de la société moderne. D'une façon générale, les problèmes mondiaux peuvent donc paraître aujourd'hui maîtrisés. Il serait donc facile et tentant de caricaturer cette satisfaction et de s'en moquer. L'histoire a connu d'autres périodes de ce genre qui se sont toutes mal terminées, et les échecs qui ont suivi ont été d'autant plus tragiques que les illusions avaient été entretenues plus

¹ Déclaration faite par M.G. Darman, adjoint du secrétaire de la Trésorerie américaine, reproduite dans le New York Times en mars 1986.

longtemps. Il ne suffit cependant pas pour déterminer quelle est aujourd'hui notre capacité d'appréhender la dimension mondiale de répondre à l'optimisme par le pessimisme. Le problème mérite mieux qu'un traitement sentimental ou idéologique. Il s'agit d'un ensemble de techniques qui devraient permettre de comprendre un peu mieux l'évolution des sociétés et de prévenir les dangers de catastrophes que cette évolution comporte. Or, en replaçant les phénomènes contemporains dans un contexte historique, on constate que la « satisfaction » actuelle n'est que l'une des manifestations d'une tendance constante à la simplification abusive des problèmes mondiaux. La dimension mondiale étant par définition complexe, ce n'est qu'en analysant la nature de cette complexité que l'on a une chance d'arriver à la comprendre et à la dominer.

Les raisons de cette complexité paraissent à première vue évidentes : la multiplicité des données, la difficulté de les rassembler, la diversité linguistique et les aléas de la traduction, l'insécurité des sources d'information, la distance, les moyens très insuffisants en matière statistique, la présentation sous les mêmes noms de phénomènes en réalité très différents selon les milieux culturels représentent un ensemble d'obstacles difficiles à surmonter et assez généralement reconnus.

Il ne s'agit pourtant là que d'une première reconnaissance du terrain. L'exploration de la dimension mondiale révèle quelques autres obstacles, généralement moins connus.

L'absence de « problématique mondiale »

L'identification du caractère mondial d'un problème n'a jamais été chose aisée. Concevoir que l'on peut situer en dehors du cadre local ou national l'origine et le traitement éventuel d'une question quelconque, exige une transformation profonde des structures mentales adaptées à des contextes nationaux. Il faut d'abord un ensemble de connaissances permettant de déceler une interrelation entre un phénomène interne et un phénomène externe, mais il faut aussi un système général d'analyse du cadre mondial qui permette de situer et de rendre crédible cette relation. Il faut enfin qu'il y ait acceptation politique de l'idée de collaboration internationale pour l'établissement d'une réponse coordonnée.

La peste n'était pas au Moyen Âge un problème mondial, parce que son origine et son cheminement n'étaient pas connus, et parce que l'on ne considérait pas les épidémies en termes scientifiques. Au XXe siècle il a fallu beaucoup de temps et de campagnes d'opinion pour que les phénomènes de pollution de l'environnement soient étudiés et traités au plan international, ou pour que l'on commence à admettre que les problèmes de population ou ceux de développement économique pouvaient exiger une certaine coordination. Il existe aujourd'hui bon nombre de questions encore considérées comme strictement internes, qui ne trouveront de solution rationnelle que lorsqu'elles seront traitées à l'échelon international.

Or, alors que les problématiques nationales élaborées par l'histoire, l'éducation, la langue, les systèmes d'information, les structures politiques communes permettent aux habitants d'un même pays d'établir sans difficulté les connexions nécessaires entre les divers problèmes qui se posent à l'intérieur de leurs frontières, il n'existe pas de « problématique mondiale ». L'expression est certes utilisée, mais elle sert seulement à tenter d'imposer et de consacrer comme source unique d'explication l'une ou l'autre des philosophies politiques contradictoires et conflictuelles qui se partagent le monde : libéralisme, socialisme, tiers-mondisme ou l'une de leurs variations.

Ce genre d'imposture est d'autant plus tentant qu'aucun esprit ne se sent très à l'aise quand il sort du cadre national dans lequel il a été formé.

Il existe donc une tendance fâcheuse à croire que les problèmes mondiaux peuvent être aisément reliés entre eux par une sorte de philosophie syncrétique faite des éléments les plus divers ou à penser, plus naïvement qu'on ne le ferait dans un cadre national, que sa propre problématique est acceptée comme universelle. Il en résulte quelques malentendus, encore aggravés par le caractère inadéquat des méthodes d'observation.

Les effets nocifs des méthodes de simplification

Pour surmonter la complexité du niveau mondial, il est normal que l'on se soit efforcé de mettre au point des procédés d'analyse simplificatrice, dont le plus simple consiste évidemment

à découper la réalité planétaire en catégories plus aisées à explorer. Deux méthodes s'offraient ici naturellement à l'esprit : l'utilisation du découpage déjà effectué par le tracé des frontières, c'est-à-dire le choix comme unités de base des « pays » ou des « nations » et l'usage des distinctions traditionnelles entre les divers domaines d'administration qui donnent leurs noms aux ministères nationaux.

On commence aujourd'hui à s'apercevoir – à l'O.N.U. notamment – des inconvénients politiques de l'inégalité entre États souverains, comprenant d'un côté la Chine, l'Inde ou les États-Unis, et de l'autre une multitude de micro-États répartis sur les Caraïbes, le Pacifique ou l'Afrique. Mais il ne semble pas que l'on ait encore réellement mesuré ni reconnu les distorsions qui résultent, pour les analyses économiques ou politiques, de l'utilisation de ces mêmes circonscriptions pour calculer le volume du commerce international, ou la répartition de la richesse par tête et pour établir tous les indicateurs à partir desquels on échafaude des théories. La nécessité d'une base d'analyse plus rationnelle qui reconnaisse au Pendjab ou à l'Orissa, au Shensi ou au Szechuan, au Minas Gerais ou au Rio Grande do Sul, au moins autant d'importance qu'aux îles Fidji ou à celles du Cap-Vert, n'est pas encore devenue évidente.

Le découpage en « secteurs » de son côté est apparu en 1945 comme une recette miracle : les techniciens et les spécialistes devaient s'entendre entre eux et tout le reste suivrait. C'est la base même de cette théorie « fonctionnaliste » qui devait permettre de construire un « système de paix sérieux »². C'est en partant de cette idée que l'on a constitué à partir de 1945 une mécanique complexe d'organisations spécialisées, chacune dans son domaine – agriculture, santé, travail, éducation, industrie – etc. Cette approche a sans doute permis l'exploration de quelques problèmes et l'établissement dans les domaines les plus faciles – transports, télécommunications, météorologie – de quelques règles utiles, mais il est vite apparu que les problèmes réels étaient interdisciplinaires et que les bureaucraties « sectorielles » des diverses agences spécialisées étaient incapables de coopérer sérieusement. L'étude des problèmes les plus difficiles et les plus importants comme celui du développement des pays pauvres n'en a pas été facilitée.

C'est d'ailleurs dans ce domaine du développement que l'on peut trouver aujourd'hui le plus grand nombre de simplifications illusoire et de solutions miracles, qui, en dépit de leur évidente inadaptation, ne cessent de mobiliser des partisans : la « révolution verte » qui devait résoudre le problème de la faim, les vaccinations de masse qui réduiraient de moitié les taux de mortalité infantile, les diverses plantes – haricot ailé, jojoba – ou autres qui devraient apporter la prospérité dans les zones les plus pauvres. Ces thèses simplistes ne font évidemment que rendre encore plus difficile la mise en oeuvre de solutions raisonnables. Elles témoignent d'une méconnaissance des situations locales et de leur diversité. Mais elles s'expliquent aussi par l'erreur constante sur la nature du cadre politique dans lequel s'inscrivent les problèmes mondiaux. De tous les éléments qui rendent difficile l'approche de la dimension mondiale, c'est le moins reconnu et celui qui mérite l'analyse la plus approfondie.

L'erreur sur la nature du cadre politique

Pendant des siècles l'approche des « relations internationales » a consisté à penser que les frontières d'un pays devaient être défendues contre les ennemis naturels que sont les pays voisins, puis, lorsqu'on a élargi son horizon à l'échelle mondiale, à croire qu'il était normal d'établir la domination des puissances européennes sur des peuples considérés comme inférieurs. Passer de ce genre d'attitudes à l'idée qu'il est nécessaire de collaborer avec ses voisins, puis avec les peuples anciennement colonisés représente une révolution intellectuelle qui est loin d'être achevée. Il n'est donc pas étonnant que l'histoire des efforts intellectuels et politiques qui ont tenté d'y contribuer soit pleine de maladroites, de confusion, de généralisations outrancières et d'erreurs.

Au XIXe siècle, on a ainsi vu se développer parallèlement plusieurs approches. Sur le plan politique, la distinction entre les relations avec les voisins (qui étaient aussi en Europe des puissances de même niveau), et celles avec le reste du monde a naturellement découlé des rapports de pouvoir existants. Entre puissances de même niveau, la coopération a commencé de

² L'opuscule de David Mitrany, *A working peace System*, passe pour avoir inspiré la conception décentralisée du système des Nations unies.

façon limitée et prudente, en ne consentant à appliquer de règles communes, à plus forte raison à abandonner une très faible fraction de La dimension mondiale souveraineté qu'après de sérieuses négociations, dans des domaines utiles pour les activités commerciales (transports, communications) ou dans le domaine de la santé, et seulement quand le caractère indispensable et réciproquement bénéfique de cette coopération eut été abondamment prouvé. L'histoire du développement des premières organisations régionales, puis intercontinentales à partir de 1850 environ témoigne de cette évolution.

Mais pour le reste du monde, les grandes puissances européennes ont continué de penser que les problèmes se réglaient simplement par l'application des règles, normes et méthodes des pays dominants et par le mépris de celles des dominés. Elles ont ainsi parachevé la constitution des empires coloniaux entreprise depuis le XVI^e siècle, en établissant une division du travail et de compétences qui facilitait l'industrialisation de l'Europe et conduisait à la construction de structures économiques qui subsistent encore aujourd'hui. Ce mélange de nationalisme pointilleux et d'impérialisme satisfait a ainsi paru parfaitement naturel et logique à ceux qui ont vécu les débuts du dépassement des cadres nationaux.

Sur le plan intellectuel et idéologique se développaient parallèlement un nombre important de conceptions « internationalistes », soit dans le cadre de la pensée marxiste, socialiste, et révolutionnaire, soit dans celui de la pensée bourgeoise et conservatrice de la « paix par le droit ». Le sort de ces deux familles de « visions du monde » devait être très différent, la première devant aboutir à une officialisation – qui la déformait complètement –, dans une zone géographique essentiellement Est-européenne et asiatique, cependant que l'autre conduisait aux premières tentatives de constitution d'une organisation politique mondiale avec la création de la Cour de justice de La Haye.

L'évolution de ces diverses approches au XX^e siècle s'est accélérée pour aboutir à l'état de complexité institutionnelle, de confusion et d'incertitude dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui. Cependant que le rythme de développement des relations internationales, tant privées que publiques, s'accroissait de façon continue, les tentatives pour donner un cadre institutionnel à ce mouvement ont été marquées par des hésitations :

- entre la voie de la coopération économique et celle de la coopération politique,
- et entre la voie de l'intégration régionale, notamment au plan européen, et celle de la coopération au niveau mondial.

La première tentative à conception globalisante, celle de la Société des Nations, en est un premier exemple : elle a représenté en fait, en l'absence des États-Unis, un premier essai d'organisation politique de l'Europe, mais sans qu'il y ait eu au préalable d'effort de coopération économique, et dans un contexte politique perturbé dès l'origine par les erreurs du traité de Versailles. Elle a conduit à l'échec que l'on sait, non sans avoir commencé, avec l'aide du Bureau international du travail, à organiser la réflexion au niveau international et mondial dans presque tous les domaines.

La deuxième tentative globalisante – l'O.N.U. en 1945 – s'est efforcée de tenir compte des erreurs commises précédemment en mariant au plan politique l'approche idéaliste (Préambule et article I^{er} de la Charte, Droits de l'homme et droits des peuples, etc.) et l'approche tenant compte de la répartition réelle du pouvoir (droit de veto) ; puis en ajoutant aux organes de coopération politique diverses institutions de coopération économique : Conseil économique et social, institutions spécialisées, et notamment les institutions financières de Bretton Woods, chargées des questions monétaires et de crédit.

Mais l'opposition entre l'Est et l'Ouest, presque dès l'origine, puis l'incapacité d'organiser des négociations globales entre le Nord et le Sud après la décolonisation, ont tendu à marginaliser le rôle de l'institution, alors que se développaient en même temps des organisations régionales ou intercontinentales qui, sur le plan militaire et sur le plan économique, jouaient un rôle plus limité mais plus effectif.

Parmi ces tentatives régionales, celle des Communautés européennes à partir de 1957 allait ouvrir une voie nouvelle et jouer dans le mouvement de dépassement des cadres nationaux un rôle fondamental. En fait, elle devait réussir ce que la S.D.N. avait tenté en vain – organiser la paix de façon définitive entre des puissances qui avaient été en guerre pendant des siècles, par le moyen d'une coopération économique systématique, tendant vers l'intégration.

Au milieu des années quatre-vingt, les deux phénomènes mentionnés au début de cet article – d'une part l'extension des méthodes inspirées de l'expérience européenne à l'ensemble des pays occidentaux (sommets, réforme monétaire, harmonisation des stratégies économiques) et de l'autre la crise de l'Unesco et de l'O.N.U. – doivent être replacés dans le contexte de la double hésitation qui a marqué l'évolution des institutions à vocation mondiale depuis l'origine.

La première, celle de l'élargissement progressif des méthodes d'intégration économique, pourrait conduire à une construction politique qui engloberait tous les pays industrialisés occidentaux puis chercherait à intégrer dans ces structures préétablies la majorité des pays du tiers monde. Ce renforcement du système politique du monde capitaliste changerait les conditions des négociations entre l'Est et l'Ouest et entre le Nord et le Sud, sans toutefois fournir de nouveau cadre d'ensemble acceptable par tous.

La deuxième voie, celle de la réforme des organisations mondiales existantes, peut conduire, soit à leur faillite et à leur disparition sans remplacement, soit à une troisième génération d'institutions politiques mondiales capables d'offrir un cadre plus acceptable à une cohabitation entre le Nord et le Sud et entre l'Est et l'Ouest.

Le plus vraisemblable est que les deux processus vont continuer à se développer difficilement, maladroitement et lentement de façon concomitante et que les hésitations sur les solutions possibles dureront encore longtemps. Ce qui est certain, c'est que les conditions de l'établissement d'une nouvelle charte économique sociale et politique du monde ne sont pas encore réunies mais que les données et les perceptions du problème sont en train de changer.

Rien ne peut en revanche permettre de penser que les divers acteurs de la scène mondiale comprennent de la même manière l'action dans laquelle ils sont engagés. La confusion intellectuelle qui règne aujourd'hui tient principalement à *la difficulté d'appréhender la nature et les conditions d'évolution de l' « espace politique » mondial en cours de constitution*. L'attitude sentimentale d'une large partie des opinions publiques nationales à l'égard des organisations internationales et mondiales n'est qu'une des manifestations de cette confusion.

L'insistance sur les défauts de ces institutions, que l'on investit inconsciemment d'une mission supranationale, la non-reconnaissance ou plus simplement l'ignorance des services qu'elles ont rendus et rendent encore (par exemple pour faciliter le déroulement pacifique de la décolonisation, pour apporter des secours humanitaires, pour diffuser les droits de l'homme, pour aider à comprendre nombre de problèmes – qu'il s'agisse de la population ou de l'environnement – et, d'une façon générale, en offrant un forum de discussion universel) se complètent par l'indifférence ou le mépris de leur rôle potentiel.

C'est dire que l'opinion, d'une façon générale, ne comprend pas les conditions de la constitution pourtant de plus en plus indispensable d'un cadre politique mondial acceptable à tous, et tend naturellement à croire qu'il est possible d'étudier et de résoudre les problèmes mondiaux sans tenir compte des contraintes particulières résultant justement de l'insuffisance de consensus et de l'absence d'organisation et de réglementation acceptées.

De leur côté, les représentants des pays en développement semblent avoir des difficultés à comprendre que les organisations mondiales créées en 1945 ont besoin d'être réformées, que l'égalité entre États souverains, bien que juridiquement incontestable, ne peut être, en raison du nombre et de l'inégalité réelle des pays, le principe à partir duquel peut se constituer un cadre de négociation valable. Les concepts et les principes nationaux continuent d'être imperturbablement utilisés au plan mondial, rendant très difficile toute possibilité d'évolution.

La rémanence des structures mentales nationales

En définitive les problèmes mondiaux en 1986 continuent d'être analysés par des structures mentales essentiellement nationales. La formation des esprits se fait autour d'une langue, d'une histoire, de personnalités nationales. Il n'existe pas de système d'éducation et de formation ayant une dimension pluriculturelle, et même ceux qui ont eu la chance d'apprendre plusieurs langues, de vivre dans plusieurs pays, d'avoir étudié dans plusieurs systèmes nationaux d'enseignement ne peuvent avoir ni une culture universelle ni même une connaissance approfondie de plusieurs cultures.

Il n'existe pas non plus de système d'information international. Chacun vit dans des « zones d'information » strictement nationales ou locales et la majorité des media ne consacrent

qu'une part ridiculement faible de leur espace ou de leur temps aux informations provenant du reste du monde.

Or, en dépit de ces carences fondamentales, chacun vit dans l'illusion toujours renouvelée qu'il dispose des instruments intellectuels nécessaires pour traiter des problèmes mondiaux comme s'il s'agissait de problèmes de même type que ceux posés à l'échelle nationale, à peine un peu plus vastes et un peu plus compliqués. Ainsi les acteurs des relations internationales, politiciens, experts, hommes d'affaires, chercheurs, diplomates, fonctionnaires ont-ils tendance à utiliser avec candeur leurs propres concepts nationaux dans l'analyse de situations multiculturelles.

La combinaison d'erreurs sur la nature du cadre et de complexes inconscients de supériorité et d'impérialisme aboutit à l'incompréhension des problèmes réels. Les Occidentaux ont été les premiers à montrer la voie en ce domaine, parce qu'ils croyaient apporter aux autres la « civilisation », mais ils ont fait bonne école, et leurs interlocuteurs aujourd'hui suivent naturellement leur exemple.

On aboutit donc finalement à une situation paradoxale : il n'y a pratiquement plus de domaine qui ne soit étudié au niveau mondial (la table des matières pratiquement universelle des organisations internationales et mondiales suffirait à en témoigner) et il n'existe ni problématique mondiale, ni méthodes rigoureuses, ni surtout une compréhension suffisante du cadre politique d'ensemble pour que les recherches s'effectuent dans des conditions satisfaisantes. Il en résulte que l'étude des problèmes mondiaux intègre par définition le malentendu comme principe de base. Un très long chemin reste à parcourir pour qu'il en aille différemment.

Les dangers de l'intégration mondiale

Cette situation de dénuement signifie que notre capacité d'identifier et de prévoir les risques de l'évolution future de la société mondiale reste extrêmement limitée. Or il existe un grand nombre de raisons de croire que ces risques sont grands et que la satisfaction quiétiste de l'Occident a quelque chance de n'être qu'une impression passagère.

L'expérience historique montre que les risques sociaux sont beaucoup plus importants pour l'humanité que n'importe quel risque naturel. Nous ne disposons que d'explications très partielles des catastrophes que le monde a vécues dans la première moitié du XXe siècle.

Nous n'avons que très peu de moyens de prévoir si des phénomènes – semblables ou différents par leur nature –, mais d'une ampleur, d'une stupidité et d'une horreur comparables ne se reproduiront pas demain.

Après une période d'optimisme relatif sur la futurologie, les modèles de croissance, l'utilisation des « scénarios », le scepticisme et le pessimisme se sont installés en ce qui concerne la prévision à moyen et long terme. Cette nouvelle prudence, due elle aussi aux chocs pétroliers ou à l'apparition soudaine de phénomènes sociologiques aussi peu prévus que l'intégrisme musulman est probablement aussi exagérée que les espoirs qui l'avaient précédée. Mais il reste que chacun reconnaît la faiblesse des moyens de prévision disponibles. On sait aussi que les causes des bouleversements soudains et imprévus se trouvent souvent dans des accumulations lentes de phénomènes psychologiques ou sociologiques non décelables qui ne deviennent manifestes que lorsqu'ils ont atteint un certain seuil.

Or, les éléments d'instabilité pouvant provoquer des accumulations de ce genre existent, et l'on en connaît quelques-uns. Ils comprennent en particulier l'extraordinaire différence (d'ailleurs mal mesurée, et impossible à combler par des moyens connus) entre les niveaux de vie dans les zones agro-pastorales de la planète et ceux atteints par les pays postindustriels, ainsi que la non moins extraordinaire différence entre les chiffres des populations vivant dans chacune de ces zones et entre leurs taux de croissance respectifs.

Dans un monde de plus en plus interdépendant, des phénomènes de ce genre ne peuvent pas rester sans effet. On peut déjà, sans risque d'erreur majeure, considérer que les problèmes posés aujourd'hui par la dette du tiers monde, par le développement du terrorisme, par le succès des intégrismes, par la généralisation des migrations Sud-Nord sont des signes avant-coureurs de risques plus graves qui atteindront un jour brutalement le monde industrialisé. Or, de tels dangers sont d'autant plus difficiles à éviter que les forces économiques en oeuvre aujourd'hui

jouent davantage dans le sens d'une intégration de la société planétaire que dans celui d'une simple interdépendance, comme on le pense communément.

Une telle situation mérite mieux que l'indifférence ou le fatalisme qui caractérisent l'attitude des gouvernements et de l'opinion à l'égard du long terme. Mais elle exige une reconversion intellectuelle qui ne semble pas avoir beaucoup de chances de se produire rapidement.

Les conditions d'une nouvelle approche de la dimension mondiale

Il n'est pas très rassurant de constater que nous nous trouvons aujourd'hui, devant ces problèmes, à la fois démunis et insouciant.

Une notion étroite de l'« intérêt national » continue à dominer les comportements politiques. Le multilatéralisme est en crise. L'importance du tiers monde est mesurée à sa capacité de paiement. Les organisations mondiales, quand elles ne servent pas directement les intérêts des pays riches, sont marginalisées. Les problèmes du XXI^e siècle sont abordés par des hommes qui raisonnent en termes du XIX^e siècle, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. Le réalisme se confond avec l'archaïsme intellectuel.

Depuis que les fusées et les navettes spatiales ont permis de conquérir l'espace extra-atmosphérique, on s'est aperçu que les règles applicables en matière de vitesse ou de pesanteur changeaient complètement. *La conquête par l'homme de l'espace politique mondial exige une reconversion de même ampleur.* Mais l'on ne s'en est pas encore avisé.

Ceux qui continueront à traiter imperturbablement des problèmes planétaires avec les méthodes actuelles perdront. Ils n'auront pour consolation que de faire perdre tout le monde, une des lois fondamentales de l'espace politique mondial étant que le malheur des uns ne fait pas le bonheur des autres, et qu'au contraire on ne peut réussir ou échouer qu'ensemble.

On peut donc seulement espérer que la première crise qui résultera de cet aveuglement n'ait pas un caractère catastrophique, tout en permettant de déclencher dans les pays industrialisés le renversement nécessaire des idées et des comportements. Tant que les crises se produiront ailleurs (par exemple en Afrique), la compassion apparente continuera de mal cacher l'indifférence profonde de l'opinion, et n'entraînera donc pas de révision des valeurs.

Il n'est toutefois peut-être pas complètement inutile que ceux qui sont convaincus, pour les raisons les plus diverses, de l'importance des problèmes mondiaux, s'efforcent de mettre en question dès maintenant l'efficacité des méthodes qu'ils utilisent pour cette exploration.

Une révision de ce genre concerne d'abord les conceptions de la diplomatie et des relations internationales. Et d'abord celles des Occidentaux, qui, au lieu de mépriser l'O.N.U. et de limiter son rôle, devraient s'efforcer de la renforcer et de la réformer, au lieu de n'attribuer à l'aide au tiers monde que des sommes ridicules³ devraient y consacrer un effort financier sérieux, au lieu de laisser l'identification des problèmes mondiaux se faire au hasard des revendications des pays pauvres devraient eux-mêmes mettre au point des méthodes de surveillance et de prévision ayant quelque crédibilité.

Mais les « élites » des pays en développement aussi ont quelque reconversion à faire : au lieu de défendre les droits de leur « majorité » à l'O.N.U. et d'y faire adopter des résolutions idéologiques que personne ne lit, elles pourraient se demander s'il ne vaudrait pas mieux, afin d'être pris au sérieux se regrouper sur des bases régionales et sous-régionales pour se présenter à la table de négociation mondiale.

Les pays socialistes enfin, au lieu de rester à l'écart et d'essayer de tirer les bénéfices de l'échec d'un dialogue Ouest-Sud mal engagé, pourraient constater qu'ils font partie des pays riches et que leur idéologie ne les protège pas des menaces concernant l'ensemble des pays du Nord.

La révision des politiques devrait aller de pair avec une révision intellectuelle. Des concepts trop familiers et quelques tabous sont à remettre en question :

³ Cet adjectif est justifié par le fait que l'aide au tiers monde atteint aujourd'hui en moyenne dans les pays appartenant à l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) un pourcentage de 0,38 % de leur Produit national brut. Comme cette aide publique est en grande partie assortie de conditions, elle est comparable à l'effort de solidarité d'un commerçant faisant 10 000 F par mois de bénéfice et qui distribuerait à ses pauvres une aumône de 38 F, en exigeant que cette somme soit dépensée dans sa boutique.

- le respect absolu de la « souveraineté nationale » par exemple, quand cette souveraineté est exercée par des régimes inacceptables, au détriment des principes reconnus par la communauté internationale, ou encore quand l'« égalité souveraine des États » s'applique de manière impavide à des micro-pays de quelques milliers d'habitants en même temps qu'à des sous-continentaux de plusieurs centaines de millions d'individus ;
- le concept de « développement », qui se marie si bien avec celui de souveraineté que l'aide au tiers monde soutient trop souvent des classes politiques corrompues, et son remplacement par celui de « lutte contre la pauvreté » qui permettrait de faire parvenir l'aide là où elle est nécessaire et d'en mobiliser davantage ;
- le concept même d'« intérêt national », trop souvent confondu aujourd'hui avec droits acquis et avec racisme, au lieu de représenter la défense d'une identité culturelle dans un monde profondément transformé par l'évolution technologique et par le développement des migrations.

On peut enfin se demander si, pour faciliter cette nouvelle approche, quelques institutions ne devraient pas être profondément transformées :

- les structures administratives pour les relations internationales, trop divisées dans la plupart des pays entre ministères des Finances et ministères des Affaires étrangères et mal adaptées à l'étude intégrée des problèmes mondiaux ;
- les curriculums scolaires et universitaires, encore strictement nationaux, malgré quelques timides échanges d'élèves et d'étudiants, et qu'il serait peut-être, au niveau secondaire et supérieur, urgent d'internationaliser ;
- les politiques de défense nationale enfin, qui continuent d'hésiter entre l'hypothèse de l'attaque des frontières par les voisins et celle de la dissuasion atomique, même si l'accident de Chernobyl a démontré que quelques bombes classiques sur quelques centrales nucléaires suffiraient à détruire un pays ou un continent.

Les chances de voir ces questions émerger dans le discours politique sont minces, parce que les politiciens croient devoir tenir compte de soucis plus immédiats. La préoccupation de l'avenir et du « grand large » est rare et difficile. Au moment, où il s'agit de façon décisive d'organiser le dépassement des limites nationales, il est peut-être ironique de rappeler que ce serait le privilège de ceux que l'on appelle des « hommes d'État ». "

Maurice Bertrand